

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 133 (1988)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Tour d'horizon  
**Autor:** Chouet, Jean-Jacques  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-344817>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

On veut bien que l'Histoire inscrive sur ses tablettes la date du 8 décembre 1987 à laquelle a été signé à Washington le premier traité américano-soviétique prévoyant l'élimination d'un vingt-cinquième du tonnage de l'armement nucléaire; on souhaite qu'elle n'oublie pas pour autant de noter celle du 30 novembre. Parce que, ce jour-là, M. Gorbatchev avouait enfin, à la télévision américaine, ce qu'affirmaient depuis longtemps les experts occidentaux, à savoir que l'URSS travaillait elle aussi à un projet de bouclier spatial antimissiles. Ce qui justifiait du même coup l'attachement du président Reagan à son Initiative de défense stratégique. Pourquoi le maître du Kremlin a-t-il fait tomber aussi brutalement sur leur derrière les propagandistes de son camp, sans parler des plus obtus de nos grands esprits médiatiques? Peut-être pour ne pas arriver à la Maison Blanche avec le handicap d'une prétention mise en échec par la détermination de son interlocuteur; peut-être aussi parce que les preuves en main du Pentagone et de quelques services européens, culminant dans le démantèlement en Californie d'un réseau d'espionnage informatique, ne lui permettaient tout simplement plus de nier l'évidence. Quoi qu'il en soit, la compétition en matière de défense spatiale repart sur un pied d'égalité reconnue. Sans préjuger les résultats des recherches

menées de part et d'autre, on peut en tout cas prévoir que celles-ci pèseront d'un poids accru sur les relations et les négociations futures entre les deux Grands.

Pour en revenir à l'accord de Washington, qui fera les choux gras des commentateurs jusqu'à la fin du siècle, retenons seulement trois aspects, dont les deux premiers au moins obligeront les sénateurs américains à se gratter la tête. Il y a d'abord le fait que les mesures d'application s'échelonneront, grosso modo, entre deux ans et demi et treize ans. Or, dans ce délai, bien des événements se produiront, dont la seule perspective interdit de conférer à l'accord de Washington un caractère irrévocable, irréversible. En second lieu, et malgré le soin méticuleux avec lequel les experts ont agencé les procédures de contrôle, il faut bien constater que les vérifications resteront soumises, dans l'espace et surtout dans le temps, à des limitations telles qu'il faudra aux inspecteurs une vigilance hors du commun pour garantir non seulement la destruction des systèmes d'armes proscrits, mais surtout leur reconstitution. Enfin, il est clair que l'élimination des euromissiles – victoire des Européens absents de Washington, mais sans la décision desquels (accueillir les *Pershing-2* et les missiles de croisière sur leur sol) l'URSS n'aurait jamais été contrainte de retirer ses *SS-20* – ne

suffit pas à résoudre le problème de la sécurité de notre continent, encore et toujours dépendante de la dissuasion nucléaire.

Le 11 décembre, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont exprimé leur inquiétude à ce propos en demandant notamment l'élimination totale des armes chimiques, la résorption du déséquilibre dont bénéficie actuellement le Pacte de Varsovie en matière de forces classiques, et la réduction, jusqu'à plafond égal, des armements nucléaires basés à terre. Faute de quoi – mais cela ne semble pas avoir été dit avec la clarté nécessaire –, il est évident que les alliés occidentaux, qui disposent encore, heureusement pour eux, d'un potentiel aérien nucléaire que l'accord de Washington n'affecte pas, devront s'astreindre à un effort considérable dans le domaine des moyens classiques et chimiques et de leur disponibilité opérative, ainsi qu'en matière d'armements nucléaires de portée inférieure à 500 km, afin de compenser leur faiblesse actuelle et de se mettre en état de menacer au moins une partie des bases d'attaque de l'agresseur éventuel. Ce sont là des défis que les Européens doivent et peuvent relever. Ils auraient intérêt à le faire s'ils ne veulent pas laisser aux Américains l'impression que l'Ancien Monde ne survit qu'accroché à leurs basques.

\*  
\*   \*

Ces mêmes Européens peuvent, il

est vrai, rappeler à Washington qu'ils prennent désormais une part non négligeable à l'opération de police menée dans la région du golfe Persique par les Etats-Unis. En relevant des unités américaines en Méditerranée, en portant dans l'océan Indien des forces navales de combat, en participant activement au dragage des mines, ils agissent certes dans l'intérêt de leur propre ravitaillement pétrolier, mais aussi dans celui de la crédibilité de l'Alliance atlantique. Dans cet environnement nouveau, et les Américains ayant, au début d'octobre, réagi durement à une attaque directe des vedettes iraniennes, on peut penser que les belligérants connaissent désormais les limites à ne pas franchir. Ce qui leur laisse d'ailleurs tout loisir d'accroître leurs efforts pour s'interdire réciproquement les exportations dont ils ont un égal besoin, sans cesser pour autant de s'observer et de s'accrocher sporadiquement sur le front terrestre. A la mi-novembre, Téhéran a décrété une fois de plus la mobilisation générale, mais, à la fin de l'année, aucune opération d'envergure n'était encore issue de ce grand branle-bas. A l'arrière-plan diplomatico-commercial, on notera que la Chine, outre les fusées *Silkworm*, livrerait à l'Iran des missiles sol-mer et mer-mer analogues à l'*Exocet*, et que l'URSS continue d'armer les Irakiens tout en négociant avec Téhéran un pacte qui, à l'inverse de celui de 1921, exclurait l'entrée de troupes soviétiques en Iran...

Depuis huit ans, Moscou n'a pas cessé de faire miroiter la rassurante perspective d'un retrait de son armée d'Afghanistan, et il amuse aujourd'hui la galerie en ergotant à Genève sur la durée de ce retrait et sur la formation d'un gouvernement «à trois composantes» qui vaudrait très exactement celui dont M. Kissinger avait jadis nourri l'illusion pour le malheur du Vietnam. Sur le terrain, la réalité apparaît tout autre. Les Russes sont toujours là, et toujours aussi nombreux; l'aviation soviétique poursuit impitoyablement son action dévastatrice afin de contraindre les populations à l'exode ou, à tout le moins, à une inanition qui prive la Résistance de son support naturel; au sol, les combats se poursuivent sans trêve, marqués de part et d'autre par l'adaptation des techniques et des tactiques. En décembre, les Soviétiques et leurs sous-ordres locaux ont lancé, à grand renfort de publicité télévisée, une grosse opération très caractéristique de cette guerre, et qui se joue une fois de plus dans la province orientale de Paktia. L'agresseur tente de dégager une garnison de quelque 20 000 hommes assiégés dans la ville de Khost proche de la frontière pakistanaise. Pour cela, il lui faut ouvrir et tenir ouverts des passages montagneux, et il semble que cela n'aille pas sans mal. Les hélicoptères des formations d'assaut et de transport s'exposent aux coups des *Stinger* et des *Blowpipe* dans une région où les Pakistanais laissent livrer ces engins portatifs antiaériens

parce qu'ils y trouvent une couverture avancée de leur frontière. Il se peut que les Soviétiques parviennent, comme ils l'annonçaient après Noël, à faire lever le siège de Khost. Mais si les Moudjahidin, à leur habitude, ne se laissent pas accrocher, rien ne sera acquis pour l'agresseur, si ce n'est un effet de propagande manifestement recherché en l'occurrence. Un effet qui pourrait ragaillardir le bon peuple soviétique, impressionner le partenaire américain, et intimider le Pakistan toujours pris, ne l'oublions pas, entre deux feux.

A ce propos, il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler que la question du Cachemire, que l'ONU, en 1965, avait promis de saisir quant au fond, n'est pas réglée; que, dans le nord-est de ce territoire, la ligne de démarcation n'a pas été tracée; et de noter que, en septembre et en octobre, des formations de montagne pakistanaïses et indiennes se sont affrontées durement, entre 6000 et 7000 m d'altitude, sur le glacier de Siachen qui ouvre d'une part sur la route chinoise du Karakorum et, d'autre part, sur le Ladakh indien. Engagements sans conséquences immédiates, mais significatifs d'une hostilité qui perdure et pourrait s'amplifier. Que le Pakistan et l'Inde aient tous deux à dominer de graves dissensions régionales, que le premier ait son plein de dangers sur sa frontière afghane alors que la seconde joue les gendarmes à Sri Lanka entre Cinghalais et Tamouls, il n'empêche que les deux héritiers de l'Empire britannique des Indes s'accordent sur

la priorité de leur affrontement, et que cela peut les mener loin.

\*  
\*   \*

Quittons l'Asie, non sans avoir remarqué que les cabrioles de Norodom Sihanouk n'ont encore rien changé au fait que les communistes vietnamiens dominent militairement et politiquement le Cambodge et le Laos et assurent aux Soviétiques la disposition de leurs bases stratégiques au Sud-Vietnam, et passons à l'Afrique australe où l'on retrouvera évidemment les ambitions planétaires de l'URSS.

Au début d'octobre, l'armée gouvernementale angolaise, soutenue par quelque 30 000 Cubains assistés de conseillers militaires soviétiques, se lançait à l'assaut de Jamba, place-forte de l'UNITA de Jonas Savimbi, rebelle au gouvernement de Luanda. L'Afrique du Sud ne marchandait pas son appui à l'UNITA, d'une part parce qu'il lui importe d'écarter de son territoire la menace soviéto-cubaine, d'autre part parce que la SWAPO, organisation qui prétend s'imposer par la force en Namibie, aurait évidemment profité d'un revers militaire de l'UNITA. Moyennant quoi l'offensive marxiste a tourné court, sans que l'on sache exactement si l'armée sud-africaine s'était effectivement trouvée au contact de combattants soviétiques. Ce qui est évident, c'est que le régime de Luanda ne se maintient en

place que par l'appui militaire du corps expéditionnaire cubain; et il est non moins évident que la pacification de la région passe par le retrait de ces Cubains, instruments locaux de la politique soviétique. On a donc affaire à un conflit international qui dépasse de beaucoup le cadre limité d'une contestation entre un parti au pouvoir en Angola et une opposition armée qui contrôle une bonne partie du pays.

A la suite de cette aventure, l'Afrique du Sud, au début de décembre, s'est déclarée prête à retirer ses troupes de l'Angola si toutes les autres troupes étrangères quittaient également ce pays. Pour être déjà ancienne, cette revendication n'a guère de chances d'être entendue. Car, pour quelques batteries et quelques commandos sud-africains entrés en Angola, ce sont les 30 000 Cubains et leurs conseillers russes qui devraient évacuer ce pays. Or, ni Fidel Castro ni Mikhaïl Gorbatchev n'envisagent d'abandonner une position stratégique aussi importante.

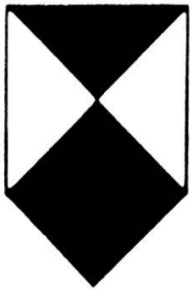
\*  
\*   \*

Malgré l'adoption en août du plan de pacification inspiré par le président costaricain Arias – plan manifestement trop ambitieux quant aux délais prévus pour les étapes de sa réalisation – et malgré les bons offices de la hiérarchie catholique, l'Amérique centrale ne s'est pas apaisée. Le feu n'avait pas cessé à la date prévue du 7 novembre. Au Nicaragua, le gouvernement

marxiste a bien fait quelques concessions politiques, mais il refuse toute négociation directe avec les Contras. Ceux-ci ont manifesté dès octobre et continuent de manifester une agressivité dont on ne les disait généralement plus capables, notamment dans la région aurifère du nord-est. Actions de guérilla typiques, et efficaces, dont le but paraît être de soustraire à l'auto-

rité de Managua des zones de conflit aussi larges que possible en prévision d'un armistice encore à venir. Quand on lira ces lignes, les présidents, signataires de l'accord de Guatemala se seront réunis au début de janvier pour faire le point. Et sans doute pour constater sans trop d'étonnement qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

J.-J. C.



*Communiqué*

**Société suisse pour la protection des biens culturels, activité 1988**

**1. Colloques (Sécurité et Assurance des Biens Culturels)**

22.4	Montreux	f
27.5	Sarnen	d
10.6	Interlaken	d
23.9	Zurich	d
14-15.10	Biasca	i/f/d
4.11	Romont	f

**2. Assemblée générale**

4-5.5 Lausanne

Conférencier: Colonel EMG Dominique Brunner, sur le thème «Situation mondiale/Menace pour les Biens Culturels»

**3. Inscriptions/renseignements**

Case postale 961, 1701 Fribourg